

L'ÉCO

de la semaine



16 au 20 février 2026

SOMMAIRE

Commerce extérieur - La Chine supprime les droits de douane	2
Entrepreneuriat : Stanford Seed installe son chapitre SSTN à Madagascar	2
Agro-industries : la fiscalité et les infrastructures au cœur des urgences	3
L'Inde accueille le sommet mondial sur l'IA qui doit se pencher sur la régulation de ce secteur	4
FIDA : Deux projets de 140 millions USD soumis par Madagascar	5
Toamasina : 20 tonnes de riz offertes aux sinistrés.....	5
Madagascar - Union Européenne - 370 milliards d'ariary pour le commerce, l'eau et la biodiversité	6
Salon Voatra 2026 - Le Maroc invité pour booster les exportations du pays	6
Exportation de vanille : 306 entreprises agréées	7
Le Gabon annonce la suspension des réseaux sociaux « jusqu'à nouvel ordre ».....	8
Les rappels de laits infantiles révèlent la dépendance des fabricants aux ingrédients chinois	8
Ivato - Un avion russe transporte l'aide humanitaire vers Madagascar.....	10
Rencontre à Mahazoarivo - Le commerce international comme levier de transformation	10
Said Ahmed Said Abdillah : « L'union régionale est essentielle pour peser face aux grandes puissances »	11
Filière Cacao : la voix des producteurs s'est fait entendre à l'international.....	12
Gezani frappe l'Est : Yas annonce un rétablissement progressif	13
Exploitation - Bemolanga freiné par des coûts trop élevés	13
Filière engrais organiques, Astiello Randriamanana : "L'arrivée de nouvelles infrastructures ne réduit pas les opportunités"	14
Reconstruction post-cyclonique : l'Etat à l'écoute du secteur privé.....	15
Yas : Top Employeur pour la 5 ^e année consécutive	16

Commerce extérieur - La Chine supprime les droits de douane

IRINA TSIMIJALY | 16 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Chine supprimera dès mai 2026 les droits de douane sur les produits africains. Madagascar vise à booster ses exportations grâce à un accord bilatéral.

La suppression des droits de douane chinois sur les produits africains, annoncée pour mai 2026, place Madagascar face à une opportunité stratégique. Si Pékin promet « de nouvelles perspectives de développement », l'impact réel dépendra de la capacité de la Grande Île à diversifier et à valoriser ses exportations dans une relation commerciale encore largement déséquilibrée.



À partir du 1er mai 2026, la Chine appliquera un tarif douanier nul aux importations en provenance des pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques. Madagascar figure parmi les bénéficiaires de cette mesure annoncée par le président chinois Xi Jinping en marge du sommet annuel de l'Union africaine à Addis-Abeba.

Cette décision étend un dispositif déjà accordé à 33 pays africains. Seul l'Eswatini reste exclu en raison de ses liens avec Taïwan. Selon Pékin, cette suppression des droits de douane « offrira sans aucun doute de nouvelles perspectives au développement de l'Afrique ».

Pour Madagascar, l'enjeu est important. La Chine est aujourd'hui l'un de ses principaux partenaires commerciaux. En 2024, les échanges bilatéraux ont atteint environ 1,68 milliard de dollars. Mais le déséquilibre est marqué : 1,19 milliard de dollars d'importations malgaches contre

seulement 268 millions d'exportations vers la Chine. Le déficit commercial dépasse ainsi les 900 millions de dollars. Les importations concernent surtout des équipements électriques, des machines, des textiles et des véhicules, tandis que les exportations malgaches restent dominées par les minerais, les pierres précieuses, le sel et les produits de la mer.

Opportunité réelle ou geste diplomatique ?

Sur le papier, la suppression des droits de douane pourrait améliorer la compétitivité des produits malgaches sur le marché chinois. La vanille, les produits halieutiques ou les ressources minières pourraient bénéficier d'un accès facilité.

Cependant, plusieurs analystes tempèrent l'enthousiasme. « À l'égard de la balance commerciale, et considérant que ce sont majoritairement des entreprises chinoises présentes en Afrique qui exportent vers la Chine, cette décision est plus diplomatique que structurelle », estime un économiste spécialisé. Autrement dit, l'impact pourrait rester limité tant que Madagascar exportera principalement des matières premières à faible valeur ajoutée.

En parallèle, la coopération bilatérale se renforce. Le 13 février, un accord de coopération pour le développement a été signé entre Antananarivo et Pékin. La Chine s'est engagée à accorder une assistance de 100 millions de yuans (environ 14,5 millions de dollars) pour soutenir la reconstruction après les récents cyclones. L'ambassadeur chinois a affirmé vouloir soutenir Madagascar dans « la recherche d'une voie de modernisation adaptée à ses réalités nationales ». Les autorités malgaches y voient « un nouvel acte de coopération et d'amitié profonde ».

Le signal politique est donc fort. Reste à savoir si cette ouverture commerciale permettra réellement à Madagascar de réduire son déficit avec la Chine ou si elle consolidera une relation déjà asymétrique.

Entrepreneuriat : Stanford Seed installe son chapitre SSTN à Madagascar

R. EDMOND | 16 FÉVRIER | MIDI MADAGASCAR

Une nouvelle étape pour la dynamique entrepreneuriale malgache. Stanford Seed est officiellement actif dans le pays avec le lancement officiel du chapitre Madagascar du Stanford Seed Transformation Network, marqué par la tenue, la semaine dernière, de son Leadership Council.

L'événement, qui s'est déroulé au Carlton, a notamment vu la présence d'administrateurs américains du programme, ainsi que d'influents dirigeants et cadres d'entreprises africaines et asiatiques.

Bagages d'efficacité

Selon Iharizaka Rahaingoson, premier président du chapitre Madagascar du SSTN, le réseau réunit les chefs d'entreprises qui ont suivi le programme de formation, qui leur a notamment permis de cultiver une culture d'entraide et de soutien mutuel entre les acteurs mondiaux des affaires. « Au-delà d'une simple formation, le SSTN constitue une véritable discipline de leadership pour des dirigeants d'entreprises qui doivent constamment faire face aux défis quotidiens des marchés », a-t-il ajouté. De grands bagages d'efficacité et de compétences, en tout

cas, pour ces entrepreneurs malgaches qui ont suivi dix mois de formations intensives sur les plans de développement des entreprises impliquant les collaborateurs. La formation a également inclus des schémas de solidification des modèles économiques destinés à pérenniser les entreprises. Il s'agit, selon Alex Burns, conseiller aux Affaires publiques de l'ambassade des États-Unis à Madagascar, d'une approche qui permettra d'obtenir une transformation profonde de l'écosystème socioéconomique et entrepreneurial. Notons que le chapitre Madagascar du SSTN regroupe actuellement une douzaine d' alumni. Selon l'opérateur économique Marcellin Andrianarivelo Razafy, le programme ambitionne d'accroître la représentation des hauts dirigeants et des fondateurs malgaches pour sa prochaine cohorte. Sur ce point, d'ailleurs, l'on apprend que le processus de recrutement débute ce mois de février.

Envergure internationale

Quoi qu'il en soit, la présence de ce programme donne au monde entrepreneurial beaucoup plus d'envergure internationale. Initiative de la Stanford Graduate School of Business, le programme Seed vise, en effet,

à accompagner des entrepreneurs de pays émergents dans la structuration et l'expansion de leurs entreprises. À travers des formations de haut niveau, du mentorat et un réseau mondial de dirigeants, il ambitionne de transformer des PME locales en entreprises capables de croître durablement et de créer des emplois. Dans un contexte où de nombreuses entreprises malgaches peinent à franchir le cap de la croissance structurée, l'apport d'un réseau comme Seed peut être déterminant. L'intégration au Transformation Network permet aux dirigeants locaux de bénéficier d'outils modernes de gestion, d'une vision stratégique à long terme, et d'un partage d'expériences avec des entrepreneurs d'Afrique et d'ailleurs. Une belle opportunité, en somme, de renforcer la compétitivité des entreprises malgaches sur les marchés régionaux et internationaux. La présence d'un programme affilié à Stanford University envoie, par ailleurs, un message positif à la communauté financière internationale. Elle témoigne de l'existence d'un vivier d'entrepreneurs structurés et ambitieux, capables d'absorber des investissements et de générer de la valeur. Dans un pays où l'attractivité économique reste un défi, ce type d'initiative contribue à améliorer l'image du climat des affaires.

Agro-industries : la fiscalité et les infrastructures au cœur des urgences

ARH. | 16 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Les agro-industries malgaches peinent à jouer pleinement leur rôle dans la transformation économique du pays. Selon un économiste du secteur privé ayant requis l'anonymat, plusieurs obstacles structurels bloquent l'élan du secteur. « Les déficits d'infrastructures sont une évidence, mais la fragilité de l'environnement institutionnel freine tout autant les investissements », affirme-t-il. Routes dégradées, coûts logistiques élevés, accès limité à l'énergie. Les contraintes persistent sans parler de l'absence d'une politique fiscale incitative qui compromet le développement des filières locales. « Il n'existe pas aujourd'hui de véritable politique fiscale qui soutient les industries engagées dans la valorisation des produits locaux », souligne l'économiste. La pression fiscale actuelle pèse lourdement sur les entreprises formelles.

« Les agro-industries supportent une pression handicapante, car une grande partie de l'économie reste informelle », explique-t-il. L'objectif d'atteindre un taux de pression fiscale de 18 % d'ici 2029, est jugé ambitieux. Toutefois, l'expert met en garde : « L'État doit élargir l'assiette fiscale au lieu d'augmenter la charge pour les entreprises qui paient déjà correctement. Sinon, nous risquons de ralentir la croissance ». Pourtant, l'enjeu dépasse la seule question budgétaire. Le développement des filières agricoles locales, dépend directement d'un tissu industriel solide. Les industries de

transformation créent des emplois, stabilisent les débouchés et réduisent les importations. « Ces industries créent durablement de la valeur et assurent un marché stable aux produits agricoles et d'élevage », insiste-t-il.



Soutien fort pour industrialiser

De nombreuses entreprises locales innovent, investissent et prennent des risques importants. Elles transforment les matières premières, modernisent leurs procédés et cherchent à conquérir de nouveaux marchés. Et « elles ont besoin d'être entendues et soutenues pour permettre à Madagascar de passer d'un pays agricole à un pays industrialisé et développé », plaide l'économiste. Les groupements industriels, tels que le Groupement des entreprises de Madagascar (Gem), l'Association

Agro-Industrie de Madagascar (AIM) ou le Syndicat des industries de Madagascar (Sim), multiplient les plaidoyers. Malgré les concertations et les forums, les avancées concrètes restent limitées. « Beaucoup de dialogues

ont eu lieu, mais aucune mesure forte n'a été adoptée. Et ce sont les agriculteurs locaux qui en subissent les conséquences », regrette notre interlocuteur.

L'Inde accueille le sommet mondial sur l'IA qui doit se pencher sur la régulation de ce secteur

16 FÉVRIER | FRANCE24

Le sommet international sur l'intelligence artificielle va rassembler cette semaine à New Delhi une vingtaine de chefs d'État et de gouvernements, ainsi que les grands patrons du secteur. Le Premier ministre indien Narendra Modi et ses pairs doivent élaborer une feuille de route commune pour la gouvernance et la collaboration mondiales sur l'IA.

De la protection de l'enfance à l'impact sur l'environnement, le sommet international sur l'intelligence artificielle qui débute, lundi 16 février à New Delhi, affiche des ambitions vastes, mais pourrait se conclure sans engagements concrets.

Une vingtaine de chefs d'État et de gouvernements (France, Brésil, Pays-Bas, Espagne ou Émirats arabes unis...) sont attendus cette semaine autour du Premier ministre Narendra Modi pour cette quatrième rencontre mondiale dédiée à une technologie qui, à travers la planète, bouleverse déjà les sociétés.

Les éditions précédentes ont eu lieu à Paris, Séoul et Bletchley Park (Royaume-Uni).



La plupart des grands patrons du secteur seront également de la partie : de Sam Altman d'OpenAI au directeur général de Google Sundar Pichai, en passant par Jensen Huang, patron de Nvidia, le géant américain du microprocesseur.

Après la flopée de tables rondes et de débats qui débutent lundi, Narendra Modi et ses pairs doivent élaborer à partir de jeudi une feuille de route commune pour la gouvernance et la collaboration mondiales sur l'IA. Le président français Emmanuel Macron, qui va entamer le 17 février une visite d'État en Inde de trois jours, sera présent à New Delhi pour le coup d'envoi de ce sommet de l'IA.

Dopée par la solide performance boursière des titres de la tech, la révolution en cours nourrit toutes les inquiétudes quant à son impact sur l'environnement, l'emploi, la création artistique, l'éducation ou l'information.

Selon les organisateurs du sommet, Narendra Modi souhaite faire adopter une résolution qui « renforce

les partenariats internationaux » et « affirmer la place éminente de l'Inde dans la décennie de l'IA à venir ».

Urgence en matière de protection de l'enfance

Reste à savoir si des mesures réellement contraignantes seront prises pour encadrer son usage et les imposer aux tout-puissants géants du secteur, interroge Amba Kak, la codirectrice de l'institut AI Now.

À ce jour, les engagements pris « se sont limités à fixer des cadres de 'quasi autorégulation' », note cette ancienne conseillère pour l'IA auprès de la Commission fédérale du commerce américaine. « L'industrie de l'IA pilote non seulement la technologie elle-même, mais aussi de la manière dont nous la régulons (...) ou pas du tout », constate-t-elle.

À l'issue du « Sommet pour l'action sur l'IA » qui s'est tenu à Paris l'an dernier, des dizaines de pays avaient signé une déclaration pour une IA « ouverte », « inclusive » et « éthique ».

Les États-Unis et le Royaume-Uni avaient refusé de le faire, le vice-président américain J.D. Vance mettant en garde contre une « régulation excessive » susceptible de « tuer une industrie en plein essor ».

Pour la spécialiste américaine comme pour d'autres experts, les thèmes retenus pour les discussions de New Delhi – « les personnes, le progrès et la planète » – sont trop vagues pour espérer des mesures concrètes.

Les urgences sont pourtant là, comme en matière de protection de l'enfance. Comme l'a rappelé le tollé mondial provoqué par l'affaire Grok, du nom de l'outil développé par X, la plateforme d'Elon Musk, qui a suscité la diffusion d'images de femmes et de mineurs dénudés par IA.

« L'importance de la protection de l'enfance et des risques numériques grandit à chaque instant », juge Kelly Forbes, directrice de l'AI Asia Pacific Institute, qui croit « qu'il existe une réelle marge de manoeuvre pour changer les choses ».

Un concurrent sérieux, mais derrière Washington et Pékin Avec son milliard d'internautes, l'Inde se targue d'être le premier pays en développement à organiser le sommet.

« Il façonnera une vision commune de l'IA qui bénéficie réellement au plus grand nombre et pas seulement une minorité », ambitionne le ministère indien des Technologies de l'information, Ashwini Vaishnav.

L'an dernier, l'Inde a raflé la troisième place – devant la Corée du Sud et le Japon – du classement mondial annuel

de la compétitivité en matière d'IA établi par l'université américaine de Stanford (Californie).

En 2025, les géants de l'IA ont fait pleuvoir des dizaines de milliards de dollars de promesses d'investissement sur le plus peuplé de la planète dont la main d'oeuvre abondante, formée et bon marché a déjà fait un champion de la sous-traitance informatique.

Mais les experts jugent que, malgré ses gigantesques projets d'infrastructures et ambitions en matière d'innovation, l'Inde a encore un long chemin à parcourir avant de rivaliser avec les États-Unis et la Chine.

Ni Donald Trump, ni Xi Jinping n'ont prévu de faire le déplacement de New Delhi, où ils seront représentés.

FIDA : Deux projets de 140 millions USD soumis par Madagascar

NAVALONA R. | 17 FÉVRIER | MIDI MADAGASCAR

Madagascar a participé à la 49e réunion du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), tenue récemment à Rome, en Italie.

Le thème choisi pour cette année a été axé sur « De la ferme au marché : investir aux côtés des jeunes entrepreneurs ». Cette rencontre de haut niveau a permis aux États membres du FIDA d'échanger sur les priorités mondiales du financement du développement rural, dans un contexte marqué par les défis climatiques, la sécurité alimentaire et la transformation des systèmes agricoles. Les discussions ont notamment porté sur la mise en œuvre de la treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA 13), couvrant la période 2025–2027, ainsi que sur les perspectives de la quatorzième reconstitution (FIDA 14), prévue pour 2028–2030, a-t-on appris.

Filières d'élevage. En marge des sessions officielles, Madagascar, représenté par le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Rasatarimanana José, a soumis deux projets structurants d'une valeur globale de 140 millions USD, dans le cadre des échanges bilatéraux. Le premier projet, intitulé Programme intégré de développement des filières animales, nécessitant un financement de 80 millions USD, ambitionne une transformation durable des filières d'élevage telles que les petits ruminants, l'avi-culture et l'élevage porcin. Il vise à renforcer la santé animale, à moderniser les infrastructures, à améliorer les performances génétiques et à déployer des systèmes d'identification et de traçabilité, afin de structurer durablement les marchés. À travers cette approche intégrée, le programme va cibler plus de 600 000 ménages d'éleveurs tout en générant environ 135 000 emplois directs et indirects, a-t-on évoqué. L'objectif vise à contribuer à la sécurité alimentaire, à la résilience et à la dynamisation de l'économie rurale.

Secteurs interdépendants. Quant au second projet, dit Programme d'appui au développement de l'agribusiness inclusif, pour un montant de 60 millions USD, il vise à accélérer l'investissement productif dans les filières prioritaires et à renforcer l'intégration des petits producteurs aux chaînes de valeur formelles.



En mobilisant le secteur privé à travers un mécanisme de cofinancement compétitif, le programme favorisera l'émergence d'entreprises agricoles et agroalimentaires performantes, capables de créer de la valeur ajoutée locale et des emplois décents. Il devrait bénéficier directement à environ 120 000 acteurs économiques ruraux et soutenir plusieurs centaines d'entreprises, consolidant ainsi les bases d'une agro-industrialisation territoriale inclusive. Ces propositions de Madagascar, soumises dans le cadre de FIDA 13, seront prochainement examinées par le Conseil d'administration du FIDA, a-t-on appris. Elles traduisent notamment la volonté du pays d'inscrire l'agriculture et l'élevage, qui sont deux secteurs interdépendants, au cœur de la transformation économique nationale.

Toamasina : 20 tonnes de riz offertes aux sinistrés

NADIA R. | 17 FÉVRIER | MIDI MADAGASCAR

À la suite du passage du cyclone Gezani, qui a lourdement affecté la ville de Toamasina, la société Madagascar Kashing Mining (MKM) a manifesté sa solidarité en offrant 20 tonnes de riz aux populations sinistrées. Ce geste vise à soutenir les familles les plus touchées par les intempéries. La remise officielle a eu lieu auprès du Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC), actuellement en première ligne pour coordonner les aides

d'urgence. Le préfet de la ville et l'ensemble de l'équipe du BNGRC ont supervisé la réception et l'organisation de la distribution afin de garantir un acheminement efficace vers les bénéficiaires.

Responsabilité

L'entreprise a pris en charge l'intégralité des frais logistiques, incluant le transport du riz et les dépenses liées à

l'opération. En témoignage de reconnaissance, un certificat a été remis à Madagascar Kashing Mining, saluant son engagement et sa réactivité face à la crise. Les représentants de la société ont également échangé avec les autorités locales et les sinistrés pour identifier les besoins

prioritaires et envisager d'éventuels appuis complémentaires. Le MKM réaffirme sa responsabilité sociale et sa volonté de collaborer étroitement avec les autorités et les communautés locales, participant ainsi aux efforts de relèvement après le passage du cyclone.

Madagascar - Union Européenne - 370 milliards d'ariary pour le commerce, l'eau et la biodiversité

IRINA TSIMIJALY | 18 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar et l'Union européenne renforcent leur partenariat avec trois conventions de financement totalisant 370 milliards d'ariary. De quoi améliorer le quotidien de milliers de familles.

Un souffle d'espoir. La République de Madagascar et l'Union européenne ont signé hier trois conventions de financement totalisant 370 milliards d'ariary (environ 73 millions d'euros), destinées à transformer l'économie, améliorer l'accès à l'eau et protéger l'environnement. La cérémonie, organisée au ministère de l'Économie et des Finances à Anosy, a réuni le ministre Herinjatovo Ramiarison, l'ambassadeur de l'UE Roland Kobia, ainsi que des représentants de l'Allemagne et de la France.



« Nous passons d'une logique de moyens à une logique de résultats », a déclaré le ministre Ramiarison. « Je ne jugerai pas le succès de ces programmes au nombre de rapports produits, mais à l'impact réel sur le terrain. » Une phrase qui résonne pour tous ceux qui espèrent voir des changements concrets dans leur vie quotidienne.

Le programme ACTE, doté de 90 milliards d'ariary, vise à soutenir les petites et moyennes entreprises et à diversifier les exportations. Concrètement, cela signifie plus d'emplois pour les jeunes et les femmes, ainsi que des produits malgaches mieux valorisés à l'international.

Résilience

« Chaque heure gagnée au port ou à la douane grâce à la dématérialisation est un point de compétitivité gagné pour nos PME », souligne le ministre.

Le projet Eau et Assainissement à Toamasina (PEAT) bénéficie de 125 milliards d'ariary pour garantir l'accès à l'eau potable et améliorer les réseaux d'assainissement. Pour les habitants de la ville portuaire, cela représente moins de maladies, plus de temps pour le travail et l'école, et une vie quotidienne plus sûre. « Ce programme assurera non seulement l'accès à l'eau potable, mais renforcera aussi la résilience face aux événements climatiques extrêmes », précise Roland Kobia.

Le programme PADIPAP, doté de 140 milliards d'ariary, combine protection de la biodiversité et soutien aux communautés locales. En favorisant l'agroforesterie, l'écotourisme et d'autres activités durables, il permet aux habitants de générer des revenus sans détruire la nature. « Ce programme vert permettra de produire de grands arbres, qui laisseront de la place aux petites pousses », illustre l'ambassadeur, rappelant que la protection de l'environnement peut rimer avec prospérité.

Avec ces trois programmes, ce sont des milliers de familles qui verront leur quotidien s'améliorer. Pour l'Union européenne, ces financements dépassent la simple aide financière : « C'est un signe tangible d'un renouveau de notre coopération et de notre volonté de soutenir la refondation », conclut Roland Kobia.

Madagascar mise sur ses ressources naturelles, sa jeunesse et sa créativité pour bâtir un futur plus solide et durable – et cette coopération européenne pourrait bien en être le moteur.

Salon Voatra 2026 - Le Maroc invité pour booster les exportations du pays

IRINA TSIMIJALY | 18 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le Salon Voatra 2026 se tiendra en avril à Antananarivo avec le Maroc comme invité d'honneur. Il vise à stimuler les exportations malgaches.

La 12e édition du Salon de la Créativité Voatra, organisée par la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA), se tiendra les 17 et 18 avril 2026 au Novotel Convention & Spa Antananarivo. Placé sous le thème

« Voatra, à la conquête des marchés internationaux », l'événement affiche une ambition claire : accélérer l'internationalisation des entreprises malgaches. Cette année,

le Maroc est invité d'honneur, un choix stratégique pour dynamiser les exportations nationales.

Les échanges commerciaux entre Madagascar et le Maroc restent encore limités. « En 2023, on était à peine à 18 millions de dollars », a rappelé l'ambassadeur du Royaume du Maroc à Madagascar, Mohammed Benjilany, estimant que ce volume est « insignifiant » au regard du potentiel des deux pays. « Nous ne sommes pas dans les volumes que nos gouvernements souhaitent », a-t-il insisté, appelant à « faire bouger ce chiffre très modeste des échanges commerciaux ». Malgré les près de 11 000 kilomètres qui séparent les deux nations, il estime que « lorsqu'on a l'occasion de se retrouver autour d'une table et de présenter les potentialités des uns et des autres, il faut la saisir ».

Forum

Le Salon Voatra accueillera 70 entreprises malgaches et 10 entreprises marocaines réunies au sein d'un Pavillon Maroc. Conférences, rencontres B2B et exposition-vente rythmeront ces deux journées, avec en point d'orgue une soirée de gala récompensant l'innovation, le meilleur stand, le coup de cœur du public et un prix spécial de la coopération Maroc-Madagascar.

En parallèle, les Journées Madagascar-Maroc verront la tenue d'un forum économique coorganisé par le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) et la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM). Trois tables rondes porteront sur l'intégration régionale en Afrique, les opportunités d'investissement

dans les infrastructures et les énergies renouvelables, ainsi que l'innovation et la digitalisation.

Pour le président de la CCIA, Gil Razafintsalama, l'enjeu dépasse les simples échanges de produits : « Le Maroc a une très forte expérience sur la manière de faire du commerce international. » Il souligne l'importance de capitaliser sur « les mécanismes de financement et d'accom-



pagnement à l'export » déjà maîtrisés par le partenaire marocain.

Les secteurs prioritaires identifiés sont « les huiles essentielles, le textile, la transformation de cacao et les services numériques ». Dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) et grâce à un accord de non-double imposition déjà en vigueur, les organisateurs entendent poser les bases d'un partenariat durable, capable de repositionner les entreprises malgaches sur les marchés africains et, à terme, au-delà.

Exportation de vanille : 306 entreprises agréées

JEAN RIANA | 16 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Suite à libéralisation du marché de la vanille, le nombre d'entreprises ayant obtenu l'agrément d'exportation, a augmenté de 306 pour la campagne 2025-2025 contre 123 durant la campagne précédente. « Cette hausse du nombre des entreprises agréées devrait aussi augmenter en l'offre et les prix selon la loi de l'offre et de la demande tant au niveau national qu'international », a expliqué Tiava Rajohnson, Directrice générale du commerce extérieur (DGCE). Un prix de référence a été instauré par le ministère du Commerce et de la consommation (MCC), pour éviter que des opérateurs ne fassent de vente à perte. « Ce n'est ni un prix plancher, ni un prix plafond, mais juste un prix de

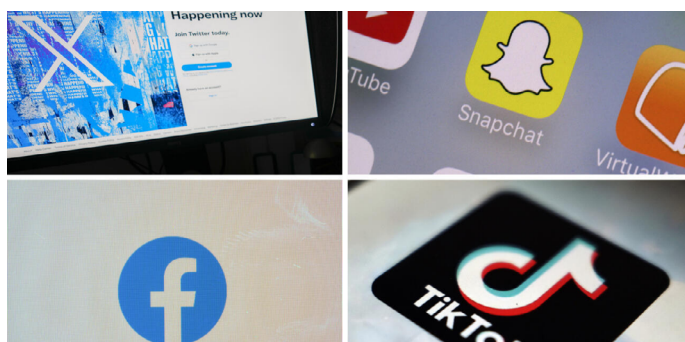
référence correspondant au prix réel instauré selon les études effectuées par les éléments du ministère », a-t-elle ajouté. Le prix du kilo de vanille « Cuts » ne devrait pas être en dessous de 15 dollars et ceux de la vanille rouge et noire devraient être supérieurs ou égaux à 25 dollars et 50 dollars. Dans le cas contraire, les opérateurs économiques devraient apporter des éléments justificatifs tels que facture d'achat et structure de prix mettant en évidence toutes les charges ainsi que les bénéfices générés par l'entreprise. L'objectif étant d'éviter une concurrence déloyale. La DGCE a également affirmé que selon les observations du ministère, le prix de la vanille noir a atteint les 270 dollars le kilo, une tendance à la hausse.

Le Gabon annonce la suspension des réseaux sociaux « jusqu'à nouvel ordre »

18 FÉVRIER | FRANCE24

Dans un communiqué publié mardi soir, la Haute autorité de la communication du Gabon a annoncé la suspension immédiate et « jusqu'à nouvel ordre » des réseaux sociaux, expliquant que des contenus risquaient d'engendrer des conflits sociaux ou de déstabiliser les institutions. Selon une journaliste de l'AFP, la suspension n'était cependant pas effective dans la nuit de mardi à mercredi.

La Haute autorité de la communication (HAC) au Gabon a annoncé mardi 17 février la suspension immédiate et « jusqu'à nouvel ordre » des réseaux sociaux sur le territoire gabonais, évoquant un risque de « dérives conflictogènes ».



Dans un communiqué lu mardi soir sur la chaîne de TV publique Gabon 1ère, le porte-parole de la HAC Jean-Claude Mendome a annoncé « la suspension immédiate des réseaux sociaux sur le territoire gabonais jusqu'à nouvel ordre », sans désigner les plateformes concernées, expliquant que des contenus risquaient d'engendrer des conflits sociaux ou de déstabiliser les institutions. Le président gabonais Brice Oligui Nguema a été confronté en janvier et février à sa première vague de contestation

sociale avec une grève des enseignants qui dure par endroits depuis plus d'un mois.

« Propagation de fausses informations »

« La Haute Autorité de Communication (HAC) constate la diffusion récurrente sur les réseaux sociaux et les plateformes numériques accessibles sur le territoire gabonais, de contenus inappropriés, diffamatoires, haineux, injurieux, portant atteinte à la dignité humaine, aux bonnes mœurs, à l'honneur des citoyens, à la cohésion sociale, à la stabilité des institutions de la République et à la sécurité nationale », a énuméré le porte parole de l'institution.

La HAC s'inquiète aussi de « la propagation de fausses informations », de « cyberharcèlement », ou encore de « la divulgation non autorisée de données personnelles ». Dans son communiqué, la HAC a également « déploré », « l'indifférence » des plateformes et « l'absence d'une véritable volonté de modération des contenus illicites ». « Ces agissements sont susceptibles dans le cas du Gabon d'engendrer des conflits sociaux, de déstabiliser les institutions de la République et de mettre gravement en péril l'unité nationale, les avancées et les acquis démocratiques », a affirmé le porte-parole.

Selon une journaliste de l'AFP, la suspension n'était cependant pas effective dans la nuit de mardi à mercredi.

Les rappels de laits infantiles révèlent la dépendance des fabricants aux ingrédients chinois

18 FÉVRIER | FRANCE-INFO

La plupart des grands acteurs ont été éclaboussés par l'affaire, après avoir importé de l'acide arachidonique auprès d'un même fournisseur.

Une goutte d'huile et de lourds soupçons. Avec trois décès suspects de bébés et une dizaine d'hospitalisations, les récents rappels massifs de laits infantiles ont mis en lumière un ingrédient clé : l'acide arachidonique (ARA), bénéfique au développement cérébral des nourrissons.

Cette substance est présente naturellement dans le lait maternel. En usine, cet acide gras est produit par la biofermentation d'une variété de champignons, avant d'être ajouté à la formulation des laits artificiels.

Les premières investigations suggèrent la présence de céréulide dans des lots d'ARA livrés par un producteur chinois : Cabio Biotech, l'un des plus grands producteurs mondiaux. Or, cette toxine peut provoquer de dangereux vomissements, nausées et diarrhées chez le nouveau-né.

L'alerte sanitaire a provoqué un branle-bas de combat parmi les grands fabricants de laits infantiles. Nestlé dit avoir coupé les ponts avec le fournisseur concerné, quand Danone fait désormais état d'une collaboration avec plusieurs fabricants d'ARA, dont « un fournisseur européen pour le marché français ». Le groupe Vitargermine, de son côté, explique qu'il s'approvisionnait à la fois aux Etats-Unis et en Chine, car « cette matière première n'est malheureusement pas disponible en France à ce jour ». Il dit avoir cessé, depuis, de se fournir en Chine.

Une filière absente en France

Cabio Biotech compte parmi les leaders du marché, et fournit les plus grands groupes internationaux. Ce qui

explique l'ampleur géographique des rappels, prononcés dans le monde entier. Trois mois après les premières alertes, les dirigeants de l'usine de Wuhan n'ont toujours pas commenté les accusations portées à leur encontre.

Aucun des groupes contactés n'a communiqué le nom de ses nouveaux fournisseurs. Le Néerlandais DSM-Firmenich figure parmi les candidats potentiels. Cet autre grand leader du marché produit son ARA depuis une chaîne de production installée aux Etats-Unis, selon James Young, son vice-président responsable de la nutrition pour la petite enfance

Serait-il possible de développer une filière ARA en France ? Le groupe Vitagermine, qui produit les laits Babybio, dit avoir demandé la mise en place d'un groupe de travail dédié au sein de l'organisation professionnelle des Aliments de l'enfance. Celui-ci devrait commencer ses travaux début avril, selon le groupe, avec pour objectif de lancer « *les démarches collectives permettant de faire émerger en France une filière d'approvisionnement souveraine* ». Le groupe Lactalis (Picot) précise à franceinfo qu'il participera bien à ce groupe de travail. Cette demande doit encore « *faire l'objet d'une évaluation approfondie* », commente simplement auprès de franceinfo le Secteur français des aliments de l'enfance, qui regroupe plusieurs entreprises du domaine.

En attendant, certains acteurs estiment être armés pour relever le défi. « Finger in the nose ! » (« Les doigts dans le nez ! »), répond d'emblée Pierre Josselin, directeur général de Fermentalg. Cette entreprise, créée en 2009, produit actuellement de l'acide docosahexaénoïque (DHA) à partir de micro-algues dans son usine de Bulgarie, et ne voit aucun obstacle technique pour produire de l'ARA. « Nous avons la capacité de produire de l'ARA et de répondre aux besoins à l'échelle européenne, nous avons les souches », poursuit-il, moyennant tout de même quelques investissements supplémentaires. Une fois la décision prise, il faudrait environ treize mois pour commander les machines, les installer et les démarrer, estime Pierre Josselin.

Un manque de volonté au niveau européen

L'usine de Cabio Biotech est ultramoderne et les déboires du fabricant chinois peuvent « arriver à tout le monde », insiste Pierre Josselin. L'épisode, pour autant, a relancé les débats sur la fourniture en ingrédients stratégiques. « Aujourd'hui, on reçoit beaucoup d'appels », assure le dirigeant, qui pointe un retard européen dû à l'absence de « stratégie industrielle ». D'autres acteurs, comme le Breton Polaris, affinent par ailleurs des huiles brutes importées de l'étranger.

Jusqu'à récemment, l'Europe taxait encore à 0 % les importations douanières de DHA. Cette dérogation temporaire est prévue (Nouvelle fenêtre) au niveau européen pour certains produits agricoles et industriels qui ne sont pas fabriqués dans l'UE. « L'Europe a décidé qu'il fallait favoriser le consommateur, mais elle a des difficultés à construire une politique de l'offre », résume Pierre Josselin. Sous l'action de la France et de la Bulgarie, des

taxes ont finalement été introduites pour le DHA, se félicite le dirigeant. En revanche, les discussions sont toujours en cours pour l'acide eicosapentaénoïque (EPA), autre oméga 3 exempté de taxes.

Les logiques comptables semblent aussi menacer de reléguer au second plan les velléités de politique industrielle continentale. « L'ARA est un ingrédient stratégique, qui demande une très forte traçabilité, mais ne représente pratiquement rien dans les coûts », résume Pierre Josselin. Certains grands groupes internationaux n'auraient donc pas grand intérêt à changer une formule éprouvée et rentable, et à diversifier leurs fournisseurs d'ingrédients. Pierre Josselin pointe à la fois « une réelle inertie au changement » et « peut-être, aussi, une pression à court terme aux résultats dans les grands groupes ».



Une dépendance ancrée dans la durée

« Aujourd'hui, 95 % de la fermentation industrielle, c'est-à-dire la culture microbienne qui permet de produire des acides aminés, des enzymes ou encore des acides gras polyinsaturés, se trouve en Chine », résume Pierre Monsan, membre fondateur de l'Académie des technologies. Le biochimiste est d'ailleurs pessimiste sur les chances de relocalisation en France et en Europe. « Je ne vois pas un industriel comme Danone faire l'effort d'acheter un ingrédient plus cher en France. Les industriels regardent leurs coûts au plus près. Ils ne vont pas s'embêter à remettre de la fermentation en France avec des prix compétitifs en Chine. »

A quel point les fabricants de lait infantile sont-ils dépendants d'une poignée de fournisseurs ? Leur syndicat professionnel, Aliments de l'enfance, n'a pas donné suite aux sollicitations de franceinfo. Le marché du lait infantile est aujourd'hui estimé autour de 1,4 milliard d'euros, selon l'organisation professionnelle, dont près de 900 millions réalisés à l'export. Mais l'origine précise des huiles DHA et ARA n'est pas communiquée au grand public.

En attendant, l'Association pour la santé des enfants invoque le principe de précaution pour réclamer « le retrait et le rappel immédiats de tous les laits infantiles fabriqués depuis 2025 avec de l'ARA fourni par le fournisseur mis en cause ». Sa plainte déposée vendredi dernier vise « les responsabilités nationales et systémiques », notamment en matière de mise sur le marché de produits dangereux, de défaillances dans la chaîne de contrôle, d'information et de rappel, ainsi que le rôle des autorités compétentes.

Ivato - Un avion russe transporte l'aide humanitaire vers Madagascar

IRINA TSIMIYALY | 19 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un avion russe a quitté l'aéroport d'Ivato cette semaine avec à son bord du matériel destiné à soutenir Madagascar après le passage des cyclones tropicaux Fytia et Gezani. Parmi le chargement se trouvent notamment un hélicoptère MI-8 et plusieurs camions, qui seront utilisés pour acheminer l'aide vers les zones les plus touchées et faciliter les opérations de secours.

L'ambassade de Russie à Madagascar précise que d'autres cargaisons, comprenant des denrées alimentaires et des produits de première nécessité, sont attendues dans les prochains jours pour répondre aux besoins urgents des populations sinistrées. Cette initiative souligne

l'engagement de la Russie à soutenir Madagascar face aux urgences climatiques et humanitaires.

Parallèlement, le Colonel Michaël Randrianirina, président de la Refondation de la République, a quitté Madagascar à bord d'un avion russe pour se rendre en Russie. Il indique que son déplacement répond à une invitation officielle et reflète la politique étrangère pragmatique de Madagascar, qui vise à coopérer avec tous les pays apportant un bénéfice concret au pays. Il était accompagné de membres du gouvernement et du président de l'Assemblée nationale, marquant l'importance des liens diplomatiques entre les deux nations.

Rencontre à Mahazoarivo - Le commerce international comme levier de transformation

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 19 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Faire du commerce international un levier de la transformation économique de Madagascar. C'est l'axe principal des discussions durant la rencontre entre Herintsalama Rajaonarivelo, Premier ministre, et Pamela Coke Hamilton, directrice exécutive du Centre du commerce international (ITC), hier, à Mahazoarivo. À cet effet, l'idée est de repositionner Madagascar comme une économie productive, compétitive et intégrée aux chaînes de valeur régionales et mondiales.



Selon les informations partagées par la primature, les échanges ont ainsi porté sur l'alignement des priorités nationales avec les instruments d'appui de l'ITC afin d'accélérer la transformation structurelle du secteur privé, ce dernier devant être le moteur de cette transformation économique via le renforcement du commerce international. L'accent sera notamment mis « sur la formalisation, la montée en gamme des filières stratégiques et l'ouverture de nouveaux marchés ».

Changement

Trois priorités économiques du gouvernement ont également été mises en avant durant la rencontre entre le Premier ministre et la directrice exécutive de l'ITC. Il y a la structuration et l'industrialisation des filières agricoles à fort potentiel, le renforcement des Petites et moyennes entreprises (PME) par l'appui à l'accès aux financements et aux marchés, ainsi qu'un renforcement de compétences.

L'intégration aux marchés internationaux, notamment ceux d'Afrique en capitalisant sur les accords comme celui de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), et de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), est le troisième point des priorités gouvernementales. « Le Premier ministre a insisté sur la nécessité d'un changement culturel et institutionnel : passer d'une économie dominée par la recherche de rentes à une économie fondée sur la création de valeur », souligne également la primature.

Dans l'ensemble, la primature se réjouit ainsi du fait que « la rencontre a confirmé une convergence stratégique entre le gouvernement de refondation et l'ITC : faire du commerce un moteur de transformation économique. L'accent mis sur les chaînes de valeur, l'inclusion des PME et l'ouverture de marchés positionne Madagascar sur une trajectoire de croissance durable, ancrée dans la production réelle et la compétitivité internationale ».

Said Ahmed Said Abdillah : « L'union régionale est essentielle pour peser face aux grandes puissances »

JULIEN R. | 19 FÉVRIER | MIDI MADAGASCAR

Midi Madagasikara (M.M.) : Comment les Comores et Madagascar peuvent-elles renforcer leur coopération bilatérale dans le cadre de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est (CAE) et de la Commission de l'Océan Indien (COI) ?

Said Ahmed Said Abdillah (SASA) : Permettez-moi tout d'abord de transmettre, au nom du Parti Comores Alternatives (P.C.A.), du Rassemblement de l'Opposition Comorienne (ROC) et du peuple comorien, notre message de solidarité au peuple malgache à la suite du cyclone qui a frappé la Grande Île. Nous présentons nos sincères condoléances aux familles endeuillées et exprimons notre compassion face aux dégâts humains et matériels.

Les Comores et Madagascar partagent des liens historiques profonds, remontant à avant la colonisation française, lorsque nos territoires étaient unis sous « Madagascar et dépendances ». En 1946, la France a séparé les Comores de Madagascar afin d'empêcher l'indépendance malgache qui émergeait après la Seconde Guerre mondiale. Madagascar a obtenu son indépendance en 1960 et a renforcé sa souveraineté en 1973 en quittant le franc CFA et en fermant les bases militaires étrangères. Les Comores ont proclamé leur indépendance en 1975, mais celle-ci reste inachevée en raison de l'occupation de Mayotte par la France et de l'héritage colonial du système monétaire.

Dans le cadre de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et de la Commission de l'océan Indien (COI), nos deux pays devraient renforcer leur coordination stratégique. Nos liens culturels, linguistiques et familiaux doivent permettre de faciliter la circulation des personnes et des biens, et d'encourager les échanges économiques, universitaires et touristiques. Dans un monde globalisé, l'union régionale est essentielle pour peser face aux grandes puissances.

Enfin, les récentes réunions internationales, où l'Europe a discuté de son influence face à d'autres grandes puissances, contrastent avec la situation africaine, où les dirigeants ne font que préserver leurs dictatures. Heureusement, Madagascar dispose de militaires patriotes et républicains.

M.M. : Le gouvernement comorien vient de célébrer la date du 17 février marquant les Accords de Fomboni. Que restent-ils pour vous et pourquoi cette célébration ?

SASA : Les Accords de Fomboni ont marqué une étape majeure dans l'histoire politique des Comores. Signés pour mettre fin à la crise séparatiste d'Anjouan, ils ont instauré le principe de la présidence tournante entre les îles et permis quinze années d'alternance démocratique relativement stable.

Ces accords ont contribué à renforcer l'unité nationale et à apaiser les tensions institutionnelles. Ils ont également

redonné espoir à de nombreux Comoriens, y compris ceux de Mayotte.

Cependant, le retour au pouvoir du colonel Azali Assoumani en mai 2016 a profondément modifié cet équilibre institutionnel. La réforme constitutionnelle intervenue par la suite a mis fin à l'esprit initial de la tournante. Le colonel Azali Assoumani a totalement détruit tous ces accords afin de se pérenniser au pouvoir, de préparer le terrain politique pour son fils et d'éloigner encore plus la chance de retour de l'île comorienne de Mayotte.

Pourquoi le célébrer ou le commémorer, alors que ces accords sont morts et enterrés par le colonel Azali Assoumani ? C'est juste un mépris lancé aux Comores et surtout à l'île de Mohéli, qui réclame sa tournante de 2026. Dans un pays pauvre comme les Comores, qui manque de tout, il se permet de gaspiller 200 millions de francs comoriens pour aller juste mépriser les Comores et l'opposition, en particulier, en leur disant : « Vous ne pouvez pas me déloger et après moi je laisserai mon enfant », proclamait Azali Assoumani à Mohéli.

C'est pourquoi l'exemple de Madagascar nous motive beaucoup pour continuer notre combat politique afin de mettre fin à cette macabre dictature.



M.M. : Les Comores et Madagascar partagent-elles des défis communs en matière de développement économique et de sécurité ? Comment peuvent-elles travailler ensemble pour relever ces défis ?

SASA : Nos deux pays partagent plusieurs défis : sécurité alimentaire, dépendance aux importations, vulnérabilité climatique, chômage des jeunes et faiblesse des infrastructures.

Les Comores ont encore à relever plusieurs défis avant de prétendre à un développement économique et social, comme celui de l'indépendance monétaire, en quittant la zone franc CFA, qui est appelée franc comorien. Elles ne peuvent pas concevoir un développement économique sans une monnaie nationale, une banque centrale qui pilote une politique monétaire adaptée aux besoins du pays. La monnaie est l'oxygène d'un pays : sans sa maîtrise, il n'y a aucun développement économique possible. La banque

centrale dite des Comores ne joue aucun rôle de banque centrale nationale, mais celui d'une représentation du Trésor public français. Elle collecte les devises qui entrent aux Comores pour les envoyer en France. C'est un défi que Madagascar a déjà relevé depuis juin 1973, en recouvrant sa souveraineté monétaire.

La coopération régionale pourrait se structurer autour de :

- * La riziculture : les Comores importent massivement du riz, alors que Madagascar dispose d'un fort potentiel agricole. Une stratégie commune réduirait la dépendance asiatique.

- * La pêche : valorisation des zones économiques exclusives.

- * La vanille : nos deux pays figurent parmi les grands exportateurs mondiaux ; une coordination permettrait de mieux réguler les prix face à la concurrence indonésienne.

- * Le transport aérien et maritime régional.

- * Le tourisme intégré dans l'océan Indien.

Une complémentarité stratégique est possible et nécessaire.

M.M. : Comment les relations entre les Comores et Madagascar peuvent-elles être renforcées dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la culture ?

SASA : Madagascar a formé une grande partie des cadres comoriens, notamment durant l'autonomie interne et après l'indépendance. Actuellement, de nombreux étudiants comoriens poursuivent leurs études dans les universités malgaches. Cependant, sous le régime du colonel Azali Assoumani, l'éducation est négligée. Depuis son coup d'État en avril 1999, il a supprimé les bourses pour les étudiants comoriens, que ce soit pour ceux qui étudient à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Cette situation est jugée

inacceptable et nécessitera une intervention dès la prise de pouvoir. L'éducation sera alors une priorité, avec des actions concrètes comme la simplification des démarches administratives et des procédures de visa, une participation accrue aux œuvres universitaires, et le développement d'accords interuniversitaires. Sur le plan culturel, les peuples comorien et malgache partagent des éléments communs (histoire, langues, traditions) qui doivent être valorisés pour renforcer l'intégration régionale.

M.M. : Quel est le rôle de la diplomatie comorienne dans la promotion des intérêts nationaux et régionaux, notamment dans le contexte de la coopération avec Madagascar et les autres pays de la région ?

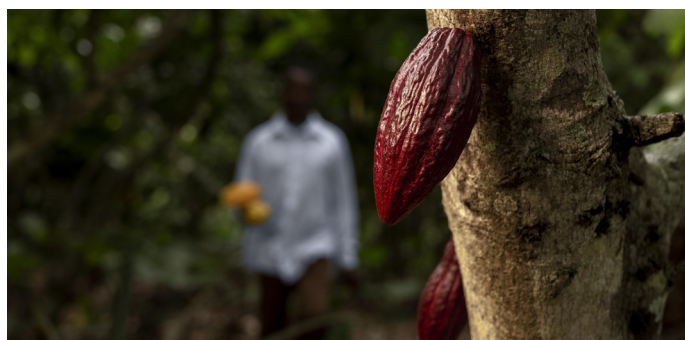
SASA : La priorité absolue de la diplomatie comorienne doit être la restitution de Mayotte, conformément à la reconnaissance de l'ONU de 1975, afin de parachever l'indépendance nationale. Ce « devoir sacré » nécessite le soutien stratégique de Madagascar. Historiquement, le maintien de la présence française à Mayotte est une conséquence collatérale de la souveraineté malgache : le refus de céder Sainte-Marie et la fermeture de la base de Diego-Suárez ont entraîné le repli de lobbies et de légionnaires sur l'île comorienne.

Le Parti Comores Alternatives (P.C.A.) rejette l'actuelle « diplomatie de mendicité » et d'alignement, jugée humiliante et appauvrissante. Il prône une diplomatie économique offensive et réaliste. Dans un monde régi par les intérêts plutôt que par les sentiments, les Comores doivent s'affirmer, identifier leurs forces et négocier des partenariats mutuellement bénéfiques au lieu de se contenter de « tendre la main ».

Filière Cacao : la voix des producteurs s'est fait entendre à l'international

JEAN RIANA | 19 FÉVRIER | LES NOUVELLES

A l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le cacao 2026, tenue à Genève (Suisse), la voix des pays producteurs s'est fait entendre sur la scène internationale.



A l'instar du Premier ministre malgache, Herintsalama Rajaonarivelo, l'ambassadeur Aly Touré, représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès des organisations internationales pour les produits de base, s'est érigé en porte-parole des producteurs de cacao. Lors de cette

rencontre, il a plaidé en faveur d'une meilleure prise en compte des préoccupations des pays producteurs. En amont de cette rencontre, la délégation malgache s'était minutieusement préparée, notamment à travers les échanges tenus lors de la réunion du Conseil national du cacao (CNC) en janvier à Ambanja, où le renforcement de la filière figurait déjà parmi les priorités. A Genève, le chef du gouvernement a ainsi endossé le rôle de porte-parole des producteurs malgaches, œuvrant à positionner le cacao comme un pilier de la relance économique du pays, fondé sur la valorisation de la production locale et la promotion d'un commerce plus équitable et durable.

Durabilité économique à prendre en considération

L'Ambassadeur Aly Touré a également insisté lors de son discours devant l'assemblée, le 13 février, que sans les producteurs de cacao, il n'y aurait ni industrie du cacao ni chocolat. Le diplomate ivoirien a également évoqué les principaux défis auxquels font face la production et le commerce

mondiaux du cacao, incluant le changement climatique, le vieillissement des plantations, l'accès aux financements, les maladies affectant les cacaoyers sans oublier les difficultés liées à l'accès aux marchés d'exportation.

« L'Accord international sur le cacao de 2026 améliorera considérablement l'économie mondiale du cacao s'il est mis en œuvre de manière complète et volontariste », a-t-il insisté.

Gezani frappe l'Est : Yas annonce un rétablissement progressif

ARH. | 19 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Le passage du cyclone Gezani a durement frappé la région Est. Les infrastructures télécoms de Yas figurent parmi les installations touchées. La fibre optique et les services d'appels ont subi d'importantes perturbations, notamment à Toamasina, Brickaville et Foulpointe. Selon les premières évaluations techniques, près de 98 % des câbles de transmission ont été endommagés. Les liaisons fibre et les connexions dédiées aux appels sont particulièrement affectées. « Plusieurs installations stratégiques ont subi des dommages majeurs, impactant la continuité et la qualité de certains services », indique la société. Face à l'ampleur des dégâts, Yas a activé son dispositif de gestion de crise dès les premières alertes. « Nos équipes techniques sont mobilisées en continu pour sécuriser les installations et rétablir les services dans les meilleurs délais », précise l'opérateur. Des solutions temporaires ont été déployées : redirection du trafic vers des infrastructures alternatives,

activation de capacités de secours et optimisation du réseau. L'entreprise affirme avoir renforcé ses équipes et engagé des moyens supplémentaires pour accélérer les réparations. « Les travaux sont menés dans le strict respect des normes de sécurité », souligne Yas. La situation « évolue favorablement » et le rétablissement progressif des services est en cours, avec un suivi opérationnel renforcé. Au-delà des aspects techniques, l'opérateur exprime sa solidarité envers les sinistrés. « Nous adressons nos pensées et nos encouragements aux familles touchées », déclare la direction. Par l'intermédiaire du groupe Axian, des dons d'urgence – riz et tôles – ont été remis au Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC) pour soutenir les actions d'assistance. Yas assure rester « pleinement engagée » et promet une communication transparente avec ses abonnés. L'opérateur remercie surtout ses clients pour « leur compréhension et leur patience ».

Exploitation - Bemolanga freiné par des coûts trop élevés

IRINA TSIMIJALY | 20 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Bemolanga ne peut pas encore être exploité en raison de coûts de production trop élevés et d'incertitudes techniques. Malgré la présence de pétrole confirmée, le projet reste économiquement défavorable pour le moment.

Lors d'une intervention à l'Académie Malagasy à Tsimbazaza, le professeur George Rasamimanana, de l'École polytechnique de l'Université d'Antsirabe, a dressé un constat clair sur la situation du bloc pétrolier de Bemolanga : « Bemolanga ne peut pas encore être exploité car le coût de production reste trop élevé. » Il précise que « le niveau de certitude quant à son exploitation n'est actuellement que de 10 % ».

Selon le professeur Tahina Rambintsoa, Bemolanga « fait partie des blocs pétroliers pour lesquels l'État a accordé un contrat en 2004 ». Le site avait déjà fait l'objet d'études dans les années 1980, financées par la Banque mondiale. « Un contrat a été signé en 2004 », rappelle-t-il, mais « en 2026, l'État a décidé d'annuler ce contrat », le projet n'ayant pas abouti à une exploitation effective.

Si la présence de pétrole est confirmée, de nombreuses inconnues subsistent : « Nous savons qu'il y a du pétrole sur le site, mais nous ne connaissons ni le volume exact, ni les caractéristiques de la roche, ni sa porosité, sa densité, son acidité ou encore sa teneur en soufre. »

Le développement d'un indice pétrolier est un processus long et coûteux.

« Développer un indice pétrolier peut prendre des dizaines d'années. Cela nécessite des moyens techniques importants, des équipements sophistiqués et des ressources financières conséquentes », explique-t-il.



Un pétrole non conventionnel et onéreux

Le principal obstacle reste le coût de production. « Le coût du baril est estimé à environ 60 dollars », souligne l'intervenant, un niveau jugé « trop élevé par rapport au marché mondial ».

Le professeur insiste également sur la nature du gisement : « Le type de pétrole présent à Bemolanga est non conventionnel. Il est difficile et complexe à extraire. » Cette spécificité technique renchérit davantage les coûts d'exploitation.

À l'inverse, le site de Tsimiroro est aujourd'hui considéré comme rentable. « Tsimiroro est jugé rentable et c'est sur ce site que les efforts sont concentrés », indique-t-il. La société Madagascar Oil a d'ailleurs repris ses activités sur ce gisement et prévoit une officialisation prochaine. « Nous devons investir prioritairement dans les projets rentables ; il n'est pas possible d'engager des fonds importants sur un projet qui ne l'est pas encore », résume-t-il.

Pour autant, Bemolanga n'est pas abandonné. « Bemolanga n'est pas voué à l'échec, car le prix du

pétrole continue d'augmenter », affirme le professeur. Selon lui, « d'ici cinq à dix ans, si la hausse des prix se poursuit, le site pourrait devenir compétitif ».

Le professeur Tahina Raminintsoa rappelle que l'exploitation commence généralement par le pétrole léger, plus facile et moins coûteux à extraire, mais que l'épuisement progressif de ces réserves oblige les pays producteurs à se tourner vers le pétrole lourd. Il cite notamment l'exemple du Venezuela, qui exploite d'importantes réserves de pétrole lourd malgré des coûts élevés.

Ainsi, si la tendance haussière des prix mondiaux se confirme, Bemolanga pourrait à terme s'aligner sur les prix du marché et devenir rentable. En attendant, le projet reste freiné par une équation économique encore défavorable.

Filière engrais organiques, Astieldo Randriamanana : “L'arrivée de nouvelles infrastructures ne réduit pas les opportunités”

FENITRA RARIVOSON | 20 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Les autorités malgaches viennent d'inaugurer, en grande pompe, une usine de production d'engrais biologiques, issus de fumier composté à base de guano, à Belalanda – Toliara. Cette usine, initiée par des partenaires émiratis, entend produire 30 tonnes d'engrais par jour. Dans l'ombre des projecteurs, des entrepreneurs comme Astieldo Randriamanana, tracent leur chemin depuis plusieurs années, dans ce secteur. Astieldo Randriamanana, à travers GastiZezika, incarne à son échelle, les changements d'un secteur en pleine transformation. Portrait.

Pouvez-vous vous présenter et nous parler de votre parcours avant de créer votre entreprise ? Je suis Astieldo Randriamanana, Gérant-Fondateur de GAstiZezika. Je suis ingénieur agronome, spécialisé en agroalimentaire. Après mes études à Madagascar, j'ai eu l'opportunité de poursuivre ma formation à l'étranger dans les domaines de l'innovation et du management des entreprises.



Quand et comment est née votre entreprise ? A mon retour d'Europe en 2021 après l'épidémie de Covid, j'ai décidé de concrétiser mon projet entrepreneurial. J'ai collaboré avec des personnes que j'avais formées quelques années auparavant, afin d'assurer la production. Au départ, le lancement s'est fait avec un capital limité à 5.000 Ar pour l'achat de quelques matières premières. Nous avons progressivement commencé à vendre nos

produits, à participer à des foires et à accroître leur visibilité sur le marché.

Qu'est-ce qui vous a conduit vers le secteur des intrants agricoles précisément ?

L'aventure a débuté en 2013, lorsque j'ai effectué mon stage au sein de l'Association TATA implantée à Ambohimambola, à l'époque. L'organisation figurait parmi les pionnières, dans le domaine du lombricompostage, une filière encore peu connue et peu développée. Cette expérience a suscité en moi l'ambition de m'engager, à terme, dans ce secteur prometteur. Il faut noter également que j'aspirais à créer et diriger ma propre entreprise depuis petit. A l'issue de mes études, en création d'entreprise, en management et en administration des entreprises, j'ai nourri une réelle volonté d'entreprendre dans mon pays.

Quels ont été les principaux obstacles au démarrage ? Animé par de nombreux projets et ambitions acquis à l'international, je suis rentré au pays avec une forte volonté d'entreprendre. Le contexte local s'est révélé, pourtant, particulièrement complexe. L'environnement entrepreneurial demeurait peu favorable aux petites entreprises, et les démarches administratives, ainsi que les formalités nécessaires à la création d'une entreprise à Madagascar étaient vraiment des obstacles significatifs.

Quelle est la mission de GastiZeeika aujourd'hui ?

Nous sommes spécialisés dans la production du lombricompost. Il s'agit d'un engrais organique, issu de la dégradation des déchets organiques par les vers de terre. Je m'attache à sensibiliser les agriculteurs dans la découverte et l'adoption de notre produit, afin d'améliorer la fertilité de leurs sols tout en préservant leur santé. Nous sommes encore une structure à taille humaine, composée d'une équipe de moins de dix collaborateurs qui assurent l'ensemble des activités, de la production à la commercialisation. Notre capacité de production est encore limitée d'une à deux tonnes par mois. Mais nous avons un fort

potentiel d'expansion, grâce à l'abondance des matières premières. Outre nos partenaires naturels, les vers de terre, nous collaborons étroitement avec les agriculteurs locaux, les fleuristes, les pépiniéristes ainsi que les coopératives.

L'Etat malgache vient d'inaugurer une usine de production d'engrais, initiée par des partenaires des Emirats Arabe Uni, dans le Sud. Comment percevez-vous cela ? L'arrivée de nouvelles infrastructures ne réduit pas les opportunités dans le secteur. Il existe toujours un fort potentiel pour innover, proposer des produits respectueux de l'environnement et adaptés aux réalités agricoles malgaches, en répondant aux besoins spécifiques des communautés. Et puis, le secteur offre un fort potentiel dans la valorisation des déchets organiques, la production d'engrais écologiques et la promotion de pratiques agricoles responsables.

Prenez-vous, justement, en considération les questions environnementales dans votre démarche ?

Bien sûr. La protection de l'environnement constitue une priorité pour nous. Elle guide nos actions et est un facteur clé dans notre engagement à poursuivre cette activité de manière durable. Nous accompagnons nos clients dans la mise en œuvre de pratiques agricoles responsables et respectueuses de l'environnement. Notre activité, en soi, contribue à la gestion et à la valorisation des déchets organiques. Ce qui améliore la santé des sols et favorise un environnement plus sain.

Craignez-vous certaines évolutions réglementaires ou technologiques ?

Nous restons attentifs aux évolutions réglementaires et technologiques, qui peuvent influencer le secteur. Nous considérons, cependant, ces changements comme des opportunités d'adaptation, nous permettant de renforcer notre compétitivité et de nous conformer aux standards en vigueur.

Comment voyez-vous l'évolution du secteur dans 10 ans ? Si cette dynamique se poursuit, dans dix ans, Madagascar pourrait se positionner comme un leader dans l'utilisation d'engrais organiques, abandonnant progressivement les produits chimiques, contribuant ainsi à la préservation et à l'enrichissement des sols. Cette transition aura des répercussions positives sur de nombreux autres secteurs économiques.

Et vous, comment aimeriez-vous que l'on parle de vous dans 20 ans ?

J'aimerais que l'on se souvienne de moi comme d'un entrepreneur issu d'une famille modeste, qui a pris ses études au sérieux et a travaillé avec détermination pour atteindre ses objectifs. J'espère que mon parcours sera perçu comme une success story inspirante pour les jeunes, les incitant à persévérer malgré les doutes ou les critiques. Je souhaite également que mon engagement pour une agriculture responsable, symbolisé par notre travail avec les vers de terre, soit reconnu : ces petits alliés naturels, doux et efficaces, représentent notre mission de restaurer et d'améliorer la fertilité des sols. Message de l'ami des vers de terre.

Reconstruction post-cyclonique : l'Etat à l'écoute du secteur privé

JEAN RIANA | 20 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Comme promis, lors d'une réunion tenue le 16 février au ministère des Affaires étrangères visant à mobiliser le secteur privé, après le passage de Gezani, le gouvernement par l'intermédiaire du ministre de l'Industrialisation et du développement du secteur privé (MIDSP), Andrianiaina Rasoarahona, de la ministre du Travail, de l'emploi et de la fonction publique (MTEFoP), Soatiana Florent Bety Leonne, a écouté les doléances et propositions des acteurs du secteur privé, lors d'une nouvelle réunion à Anosy avant-hier.

Cette rencontre a permis aux représentants du secteur privé, de demander de soutien auprès des autorités, notamment pour le redémarrage rapide des activités économiques. L'appui technique et l'évaluation des pertes de revenus et des dommages subis en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME), ont figuré parmi les priorités citées.

L'importance d'un environnement sécuritaire stable ainsi que la prévention des abus en matière de prix, ont également été évoquées surtout que l'inflation a atteint son summum suite au passage du cyclone dans la région Atsinanana.

Comme il est difficile de redémarrer les activités économiques sans énergie électrique, les représentants du

secteur privé ont aussi plaidé pour le rétablissement rapide de réseau électrique, sans oublier la reconstruction des dégâts subis au niveau des infrastructures.



Ils ont également insisté sur l'allègement des charges économiques. A cet effet, une demande a été formulée dans le but d'examiner les droits de douane appliqués aux opérateurs touchés par Gezani. « En vue d'une réponse rapide, une structure spécifique sous la conduite du MIDSP sera mise en place, regroupant les représentants du secteur privé et l'administration publique », indique-t-on.

Yas : Top Employeur pour la 5^e année consécutive

ARH. | 20 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Yas Madagascar confirme son statut d'employeur de référence. L'opérateur télécoms, filiale du groupe Axian, décroche la certification « Top Employer 2026 », distinction pour la cinquième année consécutive. L'annonce a été faite hier au Campus Yas à Andraharo. Attribuée par le Top Employers Institute, cette distinction repose sur un audit indépendant et rigoureux des pratiques en ressources humaines. Stratégie, formation, gestion des performances, diversité, inclusion et bien-être au travail : tous les volets ont été passés au crible. Pour l'entreprise, ce label dépasse la simple reconnaissance. Il valide un engagement durable. « Grâce aux formations, les collaborateurs ne sont pas limités à un seul poste tout au long de leur parcours chez Yas Madagascar, mais peuvent évoluer », souligne Gaël Voca, directeur des Ressources Humaines. En 2025, près de 11 % des employés ont bénéficié d'une mobilité interne.

Par ailleurs, 12 % ont suivi des programmes de coaching ou de mentorat afin de renforcer leurs compétences managériales. Des comités de carrière structurent ces évolutions. Yas investit massivement dans le développement des talents. L'entreprise adapte en continu son environnement de travail aux standards internationaux. Elle investit dans des pratiques inclusives et sur la valorisation des compétences locales. Pour le directeur général de Yas Madagascar, Benoît Janin, la distinction appelle à aller plus loin. « Cette reconnaissance n'est pas une fin en soi, mais un encouragement à continuer de créer un environnement où chaque talent peut se révéler et s'épanouir », affirme-t-il. Premier acteur de la 5G et de la fibre optique à Madagascar, Yas associe innovation technologique et performance sociale. Une stratégie qui renforce sa place d'employeur de choix dans le paysage économique malgache.

 **Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe**

 **+261 32 07 696 49 / +261 34 01 696 49**

 **ccifm@ccifm.mg / adhesion@ccifm.mg**

